

## Russie-Eurasie : « être ou ne pas être »...

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER



Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. Unicom, 2005) et de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicom, 2006).

---

**Le 16 novembre dernier, l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe (OSCE) a officiellement annulé la mission d'observation des prochaines élections législatives russes, le 2 décembre 2007. L'hostilité des autorités politiques russes à l'encontre de ce type de mission, pourtant essentiel au respect des libertés politiques, est à l'origine de cette regrettable décision. Si l'on en croit les discours qui avaient marqué ses débuts sur la scène internationale, Vladimir Poutine semblait vouloir ancrer la Russie en Europe et dans le monde occidental. Le président russe est aujourd'hui avant tout soucieux de se succéder à lui-même, fût-ce comme premier ministre. Les récentes et fragiles institutions de la Russie post-soviétique sont malmenées, les hommes et les clans du Kremlin jouent du complexe obsidional qui meut une partie de la population pour se maintenir au pouvoir et, jour après jour, les événements semblent accréditer la thèse du « malheur russe ». Confrontés à cet embarras géopolitique que constitue la Russie, les Européens doivent impérativement cerner la nature et les contours de leur grand voisin oriental.**

---

**A**u fil des siècles, les perceptions et représentations occidentales de la Russie ont varié en fonction des débats politiques et intellectuels propres à l'Europe. Les philosophes des Lumières voient en Catherine II le modèle du « despote éclairé » et le lointain empire russe fait figure d'utopie rationaliste. De 1815 à 1855, les perceptions se renversent. Les luttes qui mettent aux prises le mouvement des nationalités et la Sainte Alliance, la répression russe en Pologne et les écrits du marquis de Custine conjuguent leurs effets : la Russie incarne désormais le « despotisme oriental ». Entre 1855 et 1914, le vent tourne. La description d'Anatole Leroy-Beaulieu, le « Michel Strogoff » de Jules Verne et la découverte de la littérature russe contribuent à réincorporer la Russie dans l'ensemble européen. Tolstoï et Dostoïevski sont promus au rang de prophètes et la Russie prend des allures d'utopie spiritualiste. La Grande Guerre et le coup de force des bolcheviks marquent une rupture majeure. La Russie est à nouveau perçue comme un pays asiatique menaçant, doté d'une extension européenne. « *Le communisme, écrit Herbert George Wells, c'est Gengis Khan plus le télégraphe* ».

L'effondrement interne et externe du soviétisme a permis de réamorcer le processus de convergence entre la Russie et l'Europe. Au cours des années 1990, nul n'ignore les imperfections de la « polyarchie chaotique » que préside Boris Eltsine mais les Occidentaux veulent voir en cette nouvelle Russie une « démocratie émergente ». Si les normes minimales du constitutionnalisme et de la liberté politique sont encore vivaces dans le régime de Vladimir Poutine, il n'en reste pas moins que le nouveau cours des choses se précise jour après jour. Les espoirs investis par les Européens dans les vertus de l'interdépendance énergétique et économique sont battus en brèche. Les dirigeants russes utilisent les exportations d'hydrocarbures comme un levier de puissance, usent de leur pouvoir de nuisance pour instrumentaliser les « conflits gelés » (Caucase du Sud, Moldavie, Kosovo) et menacent les Etats membres de l'OTAN de représailles en cas de déploiement de systèmes anti-missiles en Europe centrale. Au vrai, faut-il s'en étonner ? Le régime politique de Vladimir Poutine renoue avec les modes de fonctionnement et les méthodes du vieux « système russe ».

L'expression de « système russe » désigne un régime politique que caractérisent la personnalisation du pouvoir, la faiblesse des institutions et la confusion des genres entre le politique et l'économique ; l'inclusion dans les sphères du pouvoir garantit l'accès aux rentes et aux ressources. A rebours de l'évolution historique des Etats européens, le « système russe » développe et renforce ses caractéristiques au fur et à mesure que les princes de Moscovie et les tsars successifs étendent les territoires sur lesquels ils règnent sans partage. Située sur l'isthme de la mer Baltique et de la mer Noire, la « Rus » kiévienne participait de la Chrétienté médiévale et de l'aire byzantine. Les Tatars l'anéantissent en l'an 1240 et les historiens du « malheur russe » insistent sur les lourdes conséquences de ces deux siècles de domination turco-mongole. Le centre de gravité du monde russe se déplace vers les forêts péri-arctiques du nord et la principauté de Moscou, longtemps tributaire de la Horde d'Or. Centrée sur la Volga, cette Russie moscovite est plus proche de l'Asie que de l'Europe.

C'est au XV<sup>e</sup> siècle que la Moscovie se libère progressivement de l'emprise turco-mongole. De 1462 à 1505, Ivan III quadruple la superficie de sa principauté (2 millions de km<sup>2</sup>) et il se voit qualifié de « rassembleur des terres russes ». Son petit-fils, Ivan IV Le Terrible, le premier à porter le titre de tsar, porte les frontières sur la Volga et les cosaques de Yermak franchissent l'Oural pour entreprendre la conquête de la Sibérie. Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, les Russes ont atteint les rives du Pacifique et les tsars, de Pierre Le Grand à Nicolas II, n'ont cessé d'étendre leur emprise sur de nouveaux territoires. L'impressionnante expansion territoriale de l'autocratie s'accompagne de ce phénomène spécifiquement russe qu'est le « servage tardif » (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles). Les paysans libres sont progressivement réduits à la condition de serfs ; les plus audacieux s'enfuient vers la Sibérie pour défricher de nouvelles terres mais ils sont bientôt rejoints et inclus dans l'aire d'extension du servage<sup>1</sup>. Ce phénomène a profondément marqué la société russe, dans ses mœurs et ses mentalités (le servage est aboli en 1861).

Au plan territorial, la « Russie-Soviétique » est l'héritière de cette géohistoire de longue durée. En bons disciples de la « polémique » marxiste, Lénine et les bolcheviks déploient une politique de force et de terreur qui leur permet de prendre le pouvoir et de s'y maintenir. Le bloc de puissance qu'ils édifient est simultanément un parti-Etat, une Eglise terrestre vouée à une forme radicale d'immanence et un gigantesque trust économique. La société soviétique est une machine, le Parti communiste en est le moteur et les hommes sont assimilés à de simples rouages. Ainsi restructurée, la « Russie-Soviétique » est censée être en mesure de rivaliser avec la supériorité économique et technologique de l'Occident. Cette entreprise prométhéenne, au sens marxiste du terme, est fondée sur une double illusion : illusion du planisme alors même que le monde de la vie dépasse toujours la sphère des projets et des calculs ; illusion d'une offre illimitée de ressources humaines et naturelles. Le coût de la période communiste – tant humain qu'économique et environnemental – est prohibitif et l'échec, patent. Il n'en reste pas moins que le souvenir de la domination soviétique est source de nostalgie et une partie des Russes a le sentiment d'avoir été victime d'un marché de dupes : « *La puissance perdue contre la prospérité introuvable* » (Georges Sokoloff). Le 25 avril 2005, Vladimir Poutine peut publiquement affirmer que la chute de l'URSS est « *la plus grande catastrophe géopolitique du siècle* »...

De fait, la Russie contemporaine est le principal Etat successeur de la « Russie-Soviétique ». Avec quelque dix-sept millions de km<sup>2</sup>, elle recouvre les deux tiers du territoire soviétique et regroupe la moitié des populations de l'ex-URSS. Animée par la « verticale du pouvoir », la « démocratie dirigée » de Vladimir Poutine perpétue et renouvelle certaines des caractéristiques de l'ancien « système russe » : faible sujétion aux règles constitutionnelles, absence de véritable concurrence politique, atonie de la société civile et irresponsabilité du pouvoir central. Il ne s'agit certes pas d'un système totalitaire mais de ce que les politologues nomment un « autoritarisme patrimonial ». Le pouvoir repose sur l'acquisition et la redistribution de rentes économiques, énergétiques notamment, et la relation patron-client est au centre du système<sup>2</sup>. L'anatomie des élites politiques révèle l'importance du personnel issu des structures de force et de sécurité : les « *siloviki* ». Les

luttres qui opposent les clans relèvent plus d'une chimie du pouvoir et d'un conflit pour l'appropriation des ressources que d'une brutale concurrence entre projets et programmes politiques.

Conformément à la longue histoire des cycles politiques russes, le discours de la « *Derjava* » (« puissance ») et l'exaltation de la grandeur étatique sont autant de ressources, aux plans sémantique et symbolique, susceptibles d'agrèger la majorité des sociétaires. Le terme même de « *Derjava* » tient lieu de mot d'ordre politique et les gesticulations militaro-rhétoriques des derniers mois sont autant de messages destinés à l'opinion publique. Vladimir Poutine se réfère volontiers aux « BRICs » (Brésil-Russie-Inde-Chine) pour poser la Russie en « puissance émergente », pleinement inscrite dans le processus de globalisation et de redistribution des pouvoirs sur l'échiquier mondial<sup>3</sup>. Sous-tendue par l'euphorie économique des années 1999-2006, cette touche de prospective et de modernité, voire de futurisme, ne doit pas dissimuler la spécificité de la Russie par rapport aux « BICs » dans l'équation ressources énergétiques/pesée démographique/dynamisme technico-économique. Le krach démographique, les pesanteurs en termes d'organisation socio-politique et l'économie de rente hypothèquent l'avenir. La Russie est, non pas une puissance émergente, mais une puissance ré-émergente sur le retour<sup>4</sup>.

Marqué par le poids de l'histoire et l'obsession du prestige, le projet russe de puissance repose sur une synthèse d'influences politiques au sein des instances internationales (Conseil de sécurité des Nations Unies et G8), de pouvoir énergétique (guerres du pétrole et du gaz) et de capacités de nuisance (« conflits gelés » des pourtours et question du Kosovo). La référence aux « BRICs » et l'insistance mise sur l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) permettent à Moscou de jouer sur l'ambivalence traditionnelle à l'égard de l'Occident. Toutefois, l'ancrage géoéconomique est avant tout européen et la quête de parité avec les Etats-Unis, symbolique à tout le moins, demeure l'une des clefs de la politique étrangère russe. A l'Est et au Sud, la Russie jouxte la Chine, en pleine ascension, et le monde musulman. La sempiternelle dénonciation du complot occidental et la stigmatisation de l'OTAN ne permettront pas aux Russes de conjurer le face-à-face avec les Chinois en Asie centrale comme en Extrême-Orient ; Européens et Occidentaux doivent prendre aussi en compte ce paramètre dans leurs approches de la puissance russe.

Au total, la Russie est engagée dans un vaste effort pour compenser les effets du déclin des années 1980 et 1990 et elle cherche à redevenir une « grande puissance », au sens le plus classique de l'expression. Située à la croisée de l'Europe et de l'Asie, la Russie est impliquée sur de multiples théâtres régionaux. Le discours de Vladimir Poutine manie des thématiques globalisantes mais l'objectif primordial est de restaurer la puissance russe dans l'espace post-soviétique (l'« étranger-proche »). Les nations européennes sont concernées au premier chef, à travers l'élargissement de l'OTAN et de l'UE, de par leur volonté de mener une politique commune de voisinage et en fonction de leurs intérêts énergétiques. A ces fins, la puissance russe doit être appréciée à sa juste mesure. Ni plus, ni moins. Les solidarités transatlantiques confèrent aux Européens un espace de réassurance et, pour autant qu'ils fassent corps, ils sont à même de mener une politique d'« engagement constructif », ferme et volontaire, dans leur *hinterland* eurasiatique. La question que la Russie leur pose est d'ordre destinal : « être ou ne pas être »...

### Jean-Sylvestre MONGRENIER

#### Notes

<sup>1</sup> Voir Yves Lacoste, « Une géopolitique de l'immensité », *Hérodote*, N° 47, 4<sup>e</sup> trimestre 1987, p. 30.

<sup>2</sup> Voir Lilia Shevtsova, « La Russie de Vladimir Poutine : un virage vers le passé ? », *Politique étrangère*, août 2007, pp. 77-88.

<sup>3</sup> Voir le Discours de Munich, 10 février 2007.

<sup>4</sup> Voir Thomas Gomart, « Russie : espace-temps perdu, espace-temps retrouvé », in *Politique étrangère*, *op. cit.*, pp. 14-19.

Cet article est publié en partenariat avec le portail d'information **Fenêtre sur l'Europe** (<http://www.fenetreeurope.com>).

© Institut Thomas More ASBL